Voir cette newsletter dans votre navigateur

*À chaque édition de son infolettre, Territoires en Commun vous propose de découvrir une thématique d'inspiration autour des enjeux, expériences et bonnes pratiques en matière d'engagement citoyen et de coopérations.*

## Thématique du mois

### La gestion de l'eau

À l'heure où les sécheresses s'intensifient sur la majeure partie du territoire, les fortes tensions entourant actuellement les projets d'aménagement de méga-bassines rappellent que la raréfaction de la ressource en eau pose le problème de sa gestion démocratique de façon inédite.

Dans cette infolettre, la plateforme Territoires en Commun vous propose d'aborder les enjeux et les outils de la gestion démocratique de l'eau : remunicipalisation, sociétés coopératives de l'eau, guide pratique de démarches participatives, fresque de l'eau…

**Je suis une collectivité, je souhaite préciser mon besoin sur cette thématique.**

**C'est ici !**

# Sciences Eaux & Territoires

## Le contexte de la participation citoyenne dans la gestion de l'eau en France

De plus en plus de gestionnaires territoriaux mettent en place des démarches participatives dans le cadre de projets, plans ou programmes. Cet article apporte des éléments permettant de comprendre le contexte entourant les démarches de participation citoyenne en France. Il s'appuie pour cela sur le témoignage de trois

actrices apportant leur éclairage sur le sujet, chacune à son échelle de territoire : le niveau local, le bassin versant Rhône-Méditerranée-Corse et le territoire national.

Découvrez cet article

# Projets démocratiques et expériences territoriales pour vous inspirer




## Entretien vidéo - L'eau, ses enjeux et ses risques

L'eau, nous en buvons tous les jours. Mais que savons-nous réellement à son sujet ? A force de pouvoir obtenir de l'eau d'un simple tour de robinet, nous en sommes venus à considérer cette ressource comme quelque chose d'évident, d'acquis. Or, cette évidence cache une réalité bien plus complexe, reposant sur des équilibres naturels fragiles, que nous présente en détail Emma Haziza dans cette conférence donnée à l'école HEC Paris.

En savoir plus

OFB
OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

## Outil - État des lieux des démarches participatives pour une gestion intégrée et durable de l'eau

Comment piloter la dimension politique des projets ? Qui fallait-il associer ? Avec quel mandat ? A quelle occasion et quelle fréquence ? Sous quelles contraintes ? Pour quelle part d'accès à la décision ? Ces questions se posent aujourd'hui sur la base d'une expérience de mise en œuvre qui remonte à la fin des années 1970 et que ce guide de l'OFB se propose de synthétiser.

En savoir plus



## Outil - La fresque de l'Eau

La Fresque de l'Eau permet de construire une vision globale du cycle de

INTERCOMMUNALITÉS DE FRANCE

## Expérience - "La régie publique de l'eau, c'est la gestion de l'eau par les citoyens", à Bordeaux Métropole

l'eau, grâce à un jeu de cartes qui est mis en place par les joueurs selon 4 lots : le cycle naturel de l'eau, le cycle anthropique de l'eau (influencé par l'homme) ainsi que les impacts de l'Homme et l'impact du changement climatique sur ces cycles. Un échange permet ensuite de discuter des mesures individuelles et collectives qui peuvent être prises.

En savoir plus

Bordeaux Métropole crée en 2023 sa régie publique de l'eau. Objectif : bénéficier de leviers supplémentaires pour agir sur le grand cycle de l'eau.

Entretien avec Sylvie Cassou-Schotte, Vice-président Eau et assainissement à Bordeaux Métropole sur ce passage de la délégation de service public à la régie publique.

En savoir plus

## Le concept du mois : l'acceptabilité

Un certain soupçon pèse sur le terme d'acceptabilité.

L'émergence d'oppositions locales fortes aux projets d'aménagement conduit les maîtres d'œuvre à mettre en place des dispositifs de discussion et d'adaptation et visant précisément à rendre leur projet acceptable ou recevable. Dès lors, on peut craindre que ces dispositifs, financés et conçus par les maîtres d'ouvrage, placent l'enjeu de la réception au-dessus de celui du compromis et, par conséquent, au-dessus de l'intérêt général.

Le conflit d'aménagement est une réalité. L'aménagement du territoire est devenu la source de conflits de plus en plus nombreux, qui lui sont devenus presque consubstantiels du fait de la montée en compétence des acteurs de la société civile par rapport aux techniciens de l'État, des collectivités et des grandes entreprises dont l'opinion prévalait auparavant pour établir quels aménagements remplissaient les conditions de l'intérêt général. Cette légitimité étant remise en question, elle se recompose pour trouver sa source, non plus dans l'opinion d'un sachant, mais dans le processus de délibération.

La question que posent les soupçons pesant sur le terme d'acceptabilité est centrale pour le paradigme de l'intérêt général : peut-on garantir un débat public libre et indépendant, en le préservant de conflits d'intérêt, à l'heure où la concertation devient indispensable, voire réglementaire, pour aménager les territoires ? C'est là l'un des rôles de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), incarné par la figure du garant. Le garant émerge comme un rôle tiers dont l'exigence des fonctions réclame une véritable professionnalisation. Il doit être en capacité de faciliter un climat de confiance mutuelle, faire preuve d'impartialité et de « neutralité active », veiller à la qualité des échanges comme au respect de règles méthodologiques, transmettre un fidèle compte-rendu des échanges au terme de chaque confrontation, voire s'assurer de la conformité du suivi donné aux résultats de la concertation.

Lever le soupçon pesant sur l'acceptabilité, c'est donc se donner les moyens réclamés par la garantie d'un niveau de confiance dans la concertation suffisant pour que les

oppositions s'expriment et que la délibération opère à trouver un compromis acceptable.

Pour aller plus loin : Livre Garantir la concertation

# Actualités des partenaires de Territoires en Commun



## Le podcast du média démocratieS

Découvrez le 1er épisode du podcast de l'ICPC : les citoyens veulent-ils (vraiment) participer ?

Découvrez le podcast démocratieS

## Les 10 ans de Démocratie Ouverte

Démocratie Ouverte vous invite à célébrer ses 10 ans le 15 septembre 2023, pour la journée internationale de la démocratie. Au programme : spectacle, TEDx, table ronde, voyage dans le temps et… fiesta !

S'inscrire

## Retour sur la 7ème édition des REPC de Rouen

Décider Ensemble vous propose de revenir sur le bilan des Rencontres européennes de la participation citoyenne tenues à Rouen du 26 au 28 juin derniers : une semaine riche en échanges, réflexions et rencontres autour de la place de la participation pour relever les défis de nos territoires !

Candidater aux trophées

## Retour sur l'atelier de l'ANCT aux REPC de Rouen

A l'occasion des 7èmes Rencontres européennes de la participation, organisées par Décider Ensemble, l'équipe Territoires en commun & Territoires d'engagement de l'ANCT a animé un atelier intitulé « Coconstruire un projet culturel territorial ».

En savoir plus

# A vos agendas !

### 12 octobre 2023 - Les 3ème rencontres nationales de l'eau publique

A l'occasion de ses 10 ans, France Eau Publique organise à Bordeaux la 3ème édition des rencontres nationales de l'eau publique.
Intitutée, « L'eau publique, moteur de l'adaptation au changement climatique : pour une gestion sobre, durable et démocratique », cette 3ème édition réunira tous les acteurs publics et institutionnels du monde de l'eau durant une journée d'échanges.

S'inscrire

**Je suis une collectivité et je souhaite partager mes événements**
**Envoyez vos actualités à Territoires en Commun à cette adresse :**
editorialisation@territoires-en-commun.fr

Des questions ou des commentaires ?

*Contenus en Creative Commons 2023 Territoires en commun. N'hésitez pas à partager !*

Notre adresse :

Vous voulez changer vos préférences de réception ?
Vous pouvez mettre à jour vos préférences ou vous désinscrire